

CONTEXTE

La crise humanitaire complexe de la République Centrafricaine entrave fortement l'accès des acteurs humanitaires dans plusieurs zones du pays, en raison de contraintes d'accès logistiques et/ou sécuritaires. Cela se traduit notamment par un déficit significatif d'informations relatives aux vulnérabilités et besoins des populations de ces zones¹.

Afin d'informer la communauté humanitaire, en contribuant notamment à l'Aperçu des besoins humanitaires ([Humanitarian Needs Overview, 2021](#)), REACH a conduit une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA). Cette étude a été mandatée par le groupe de coordination inter-cluster (ICCG), avalisée par l'équipe humanitaire pays (HCT) et a été réalisée en coordination et collaboration avec le groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG), en particulier pour la définition des indicateurs en lien avec le Cadre d'analyse intersectorielle conjointe (JIAF). Concernant les zones difficiles d'accès, REACH a mis en oeuvre la méthodologie « Zone de connaissance / Area of knowledge (AoK) » afin de collecter des informations sur la situation humanitaire de ces zones.

Cette fiche présente le résumé des principales données collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la sous-préfecture de Djéma. Les entretiens se sont déroulés entre le 17 et le 19 juillet depuis Obo et entre le 18 et le 20 août depuis Zémio.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie « Zone de Connaissance / AoK » a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations à jour concernant les besoins de la majorité de la population vivant dans des zones inaccessibles ou difficiles d'accès, pour lesquelles les informations humanitaires sont insuffisantes.

Lors de l'élaboration de la méthodologie de la MSNA, une composante AoK a été retenue, et à la suite d'une consultation avec les acteurs humanitaires opérationnels et de coordination, cinq sous-préfectures ont été considérées comme difficiles d'accès en raison de contraintes logistiques et/ou de sécurité ne permettant pas le déploiement des équipes d'évaluation : Bambouti, Djéma, Yalinga, Ouadda et Kouli.

Les données ont été collectées par les équipes REACH au travers d'entretiens, sur la base de questionnaires multisectoriels, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités difficiles d'accès évaluées². Cette collecte de données s'est faite directement en face à face avec les IC rencontrés dans différentes localités accessibles.

Lors de l'analyse des résultats, afin d'avoir une vision des besoins à l'échelle de la sous-préfecture, REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis³. **Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas statistiquement significatifs, et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire dans les localités évaluées de la sous-préfecture de Djéma.**

Couverture

Type d'informateurs clés (IC) :

- Résidents dans la localité **39%**
- Visiteurs récents dans la localité **38%**
- Contact indirect avec la localité **23%**

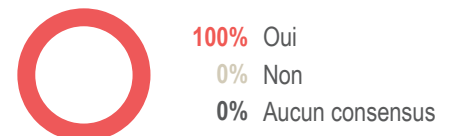
Nombre total d'entretiens **74**

Couverture géographique :

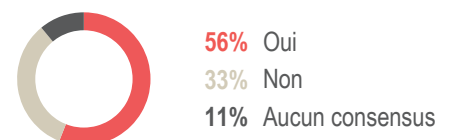
Localités évaluées : **9/16⁴**

Démographie

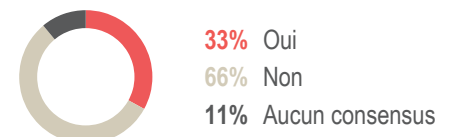
% de localités évaluées où la présence de personnes déplacées en famille d'accueil a été rapportée :
(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



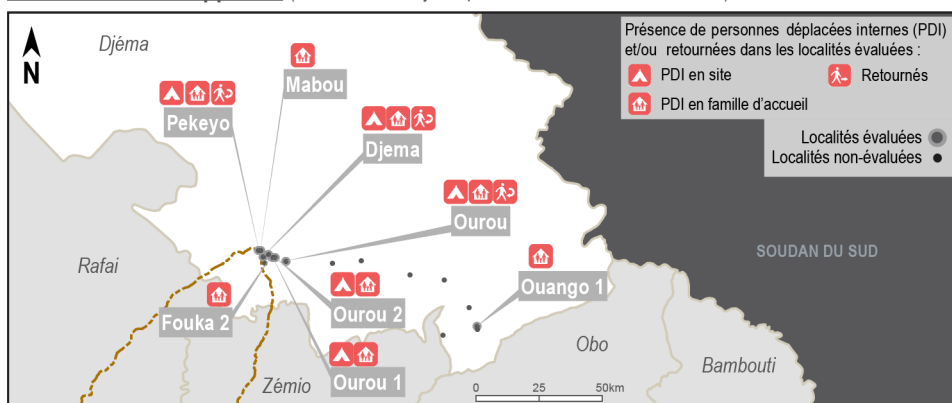
% de localités évaluées où la présence de personnes déplacées en site et/ou lieux de regroupement a été rapportée :
(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



% de localités évaluées où la présence de personnes retournées a été rapportée :
(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



Carte 1 : localités évaluées où la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées a été rapportée (au cours des 30 jours précédant la collecte de données) :

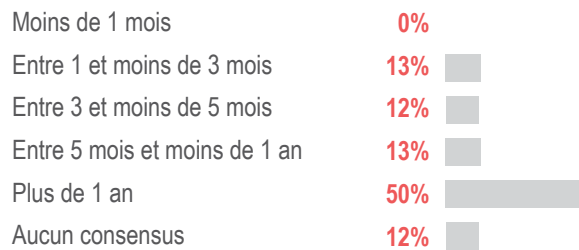


¹ [Aperçu des besoins humanitaires, République centrafricaine, 2020 \(HNO\)](#). ² Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible ; les personnes déplacées originaires de la localité ; les commerçants/voyageurs/conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité ; les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG. ³ Critères basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus". ⁴ Selon la base de données du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), disponible sur [Humanitarian Data Exchange \(HDX\)](#).

➔➔ DÉPLACEMENTS & MOUVEMENTS DE RETOUR⁵

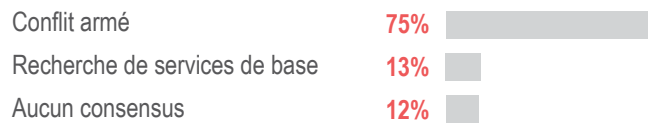
% de localités évaluées par rapport à la durée moyenne de déplacement de la population déplacée :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



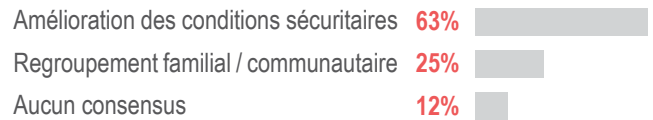
% de localités évaluées par rapport à la raison principale du déplacement de la population déplacée :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



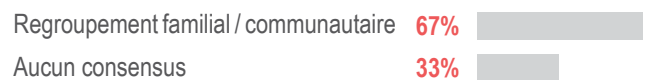
% de localités évaluées par rapport aux conditions requises pour envisager le retour des personnes déplacées vers leurs zones d'origine :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



% de localités évaluées par rapport à la raison principale du retour de la population retournée :

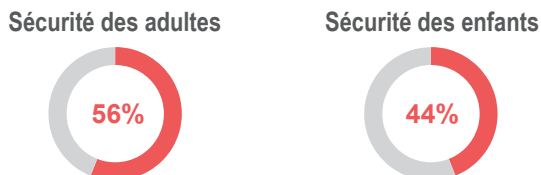
(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



PROTECTION

% de localités évaluées où la sécurité des adultes et des enfants est une préoccupation pour les ménages :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



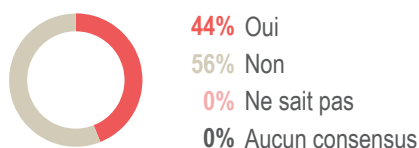
% de localités évaluées par type(s) de risques le(s) plus fréquemment rapporté(s)⁶ :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Hommes	Séparation de la famille	44%
Femmes	Séparation de la famille	67%
Garçons (< 18ans)	Séparation de la famille	44%
Filles (<18 ans)	Criminalité ; séparation de la famille	33%

% de localités évaluées où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



Il a été rapporté pour 56% des localités évaluées de la sous-préfecture de Djéma des restrictions de mouvements subies par la population.

La présence de mineurs séparés du ménage de leurs parents a été rapportée dans toutes les localités évaluées.

% de localités évaluées où au moins un enfant (< 18 ans) était rapporté comme séparé du ménage de ses parents, par raison de séparation proposée :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Avec d'autres membres de la famille ou autres tuteurs	89%
Enfant disparu	78%
Etudes	78%
Enfant enlevé	67%
Enfant perdu pendant les déplacements	67%
Mariage	67%
Travail ou recherche de travail	67%
Décès en raison du conflit	56%
Engagement dans l'armée ou dans un groupe armé	56%
Arrestation et détention	11%

La présence d'au moins une personne en situation de handicap (physique ou mental) a été rapportée dans 56% des localités évaluées. Par ailleurs, la présence de personnes en situation de détresse psychosociale⁷ a été rapportée dans 56% des localités évaluées.

⁵ Uniquement pour les localités où il était rapporté la présence de populations déplacées et/ou retournées. ⁶ Question à choix multiples. Pour chaque groupe de population (hommes, femmes, garçons et filles) sont rapportés le ou les types de risques ayant obtenu le plus fort taux de réponse. ⁷ Personnes souffrant de cauchemars, de tristesse prolongée, de fatigue extrême, d'anxiété, etc. Indicateur défini en concertation avec le Cluster national Protection.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

% de localités évaluées par rapport à la proportion de la population ayant un accès à la nourriture rapporté comme adéquat et suffisant :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



11%	Aucun
0%	Très peu (< 25%)
34%	Moins de la moitié (entre 25% et 50%)
22%	Plus de la moitié (entre 50% et 75%)
0%	Une large majorité (> 75%)
33%	Aucun consensus

% de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à un marché fonctionnel à moins d'une heure de marche :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



22%	Oui
11%	Non
45%	Ne sait pas
22%	Aucun consensus

La première difficulté la plus couramment rapportée concernant les approvisionnements des marchés dans la sous-préfecture de Djéma était les conditions sécuritaires pour 67% des localités évaluées.

STRATÉGIES D'ADAPTATION

% de localités évaluées où il était rapporté l'utilisation d'une stratégie d'adaptation pour plus de la moitié de la population afin de palier à un manque de nourriture, par type de stratégie proposée :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Consommation des semences	33%	Mendier	0%
Dépense de l'épargne	11%	Retirer les enfants de l'école	0%
Réduction des dépenses non-alimentaires	11%	Vendre plus d'animaux (non-productifs)	0%
Vente d'actifs productifs	11%	Vente d'actifs non-productifs	0%
Emprunt d'argent	0%	Vente d'une propriété foncière	0%
Engagement d'un membre du ménage dans des activités risquées ou illégales	0%	Vente ou consommation de la dernière femelle d'un troupeau	0%

1 000 XAF = 1,52449 EUR (Source: InforEuro. Date : octobre 2020)



MOYENS DE SUBSISTANCE

% de localités évaluées par rapport au revenu mensuel moyen estimé des ménages (en Franc CFA (XAF⁸)) :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Moins de 10 000 XAF	0%	
Entre 10 001 et 30 000 XAF	11%	
Entre 30 001 et 50 000 XAF	44%	
Entre 50 001 et 100 000 XAF	11%	
Entre 100 001 et 200 000 XAF	11%	
Ne sait pas	0%	
Aucun consensus	22%	

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales sources de revenu des ménages :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Agriculture / maraîchage	100%	0%	0%
Pêche / chasse / cueillette	0%	67%	11%
Petits commerces	0%	11%	44%
Elevage	0%	0%	22%
Aucun consensus	0%	22%	22%

% de localités évaluées par rapport à la proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Très peu (< 25%)	33%	
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	22%	
Aucun	45%	

Il a été rapporté pour 78% des localités évaluées que la majorité de la population pratiquait l'agriculture.

% de localités évaluées en fonction des 3 principales difficultés rapportées pour les ménages pour pratiquer l'agriculture :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Insécurité pour accéder aux champs	56%	0%	23%
Manque de semences et/ou d'outils	11%	34%	11%
Insuffisance de main d'oeuvre	11%	11%	22%
Manque de moyens financiers	0%	22%	11%
Manque de terres cultivables	0%	11%	11%
Autre / ne sait pas	0%	0%	0%
Aucun consensus	22%	22%	22%

EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

% de localités évaluées par rapport à la principale source d'eau potable utilisée par la majorité de la population :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



11% Eaux de surface⁹
78% Source non-améliorée⁹
0% Source améliorée⁹
11% Aucun consensus

% de localités évaluées par rapport à la proportion de ménages ayant suffisamment d'eau pour boire, cuisiner, nettoyer et se laver :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



0% Aucun
22% Très peu (< 25%)
45% Moins de la moitié (entre 25% et 50%)
0% Plus de la moitié (entre 50% et 75%)
11% Une large majorité (> 75%)
22% Aucun consensus

Dans 44% des localités évaluées de la sous-préfecture de Djéma, le temps moyen rapporté pour se rendre à la source principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage était supérieur à 30 minutes.

% de localités évaluées en fonction des 3 principales difficultés rapportées pour les ménages pour accéder aux ressources en eau :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Point d'eau trop éloigné	67%	0%	0%
Insécurité pour accéder à la source d'eau	11%	0%	0%
Attente trop longue et/ou quantité insuffisante	0%	33%	11%
Manque de récipients pour collecter l'eau	0%	11%	0%
Discrimination de certaines populations (enfants, femmes, personnes âgées, etc.)	0%	11%	0%
Source absente ou non-fonctionnelle	0%	0%	33%
Qualité de l'eau	0%	0%	22%
Autre / ne sait pas	0%	11%	0%
Aucun consensus	22%	33%	33%

% de localités évaluées par rapport à la proportion de ménages ayant accès à des infrastructures d'hygiène et d'assainissement fonctionnelles :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



0% Aucun
22% Très peu (< 25%)
56% Moins de la moitié (entre 25% et 50%)
0% Plus de la moitié (entre 50% et 75%)
0% Une large majorité (> 75%)
22% Aucun consensus

Dans 44% des localités évaluées, l'utilisation de latrines communautaires à disposition de plusieurs ménages, utilisées par plus de 20 personnes, a été rapportée.

Il a été rapporté pour 78% des localités évaluées que moins de la moitié de la population avait accès à du savon.

Il a également été rapporté que moins de la moitié de la population avait accès à distance de marche à des dispositifs de lavage des mains dans 78% des localités évaluées.



ARTICLES MÉNAGERS ESSENTIELS (AME) & ABRI

% de localités évaluées où il était rapporté que la majorité de la population dispose ou non des articles suivants, par raison :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données ; AC : Aucun consensus)

	Introuvable	Trop cher	Oui	AC
Outils aratoires	89%	11%	0%	0%
Kit de cuisine	33%	67%	0%	0%
Bâche	78%	11%	0%	11%
Bidon plastique 20L	78%	11%	0%	11%
Seau + couvercle 20L	78%	11%	0%	11%
Serviettes hygiéniques	67%	22%	0%	11%
Couverture	44%	44%	0%	12%
Supports de couchage	33%	44%	0%	23%
Moustiquaire	56%	11%	11%	22%
Semences	22%	11%	56%	11%

La présence de personnes habitant dans des abris inadéquats (abri d'urgence, collectif, tente, sans abri) a été rapportée dans toutes les localités évaluées de la sous-préfecture de Djéma. Par ailleurs, pour 100% des localités évaluées, le principal type de toiture des habitations était une toiture en paille.

% de localités évaluées par rapport au premier problème rapporté des abris face aux conditions extérieures :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Fuites en cas de pluies légères	67%	
Fuites en cas de fortes pluies	11%	
Manque d'isolation contre le froid	11%	
Aucun consensus	11%	

% de localités évaluées par rapport à la proportion de la population dont le foyer est partagé par plusieurs ménages :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



0% Aucun
11% Très peu (< 25%)
22% Moins de la moitié (entre 25% et 50%)
33% Plus de la moitié (entre 50% et 75%)
22% Une large majorité (> 75%)
11% Aucun consensus

⁹ Eaux de surface : consommation directe d'eau de rivière, de pluie, de lac, etc. ; source non-améliorée : source d'eau non-aménagée, puits non-protégé ; source améliorée : source d'eau aménagée, puits protégé, forage (référence : [WASH JMP](#)).

% de localités évaluées par rapport au principal problème de santé rapporté :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	Enfants < 5 ans	Plus de 5 ans
Paludisme / fièvre	45%	45%
Diarrhée	11%	11%
Rougeole	Réponse non-proposée	0%
Autre	11%	11%
Aucun consensus	33%	33%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales causes de décès rapportées :

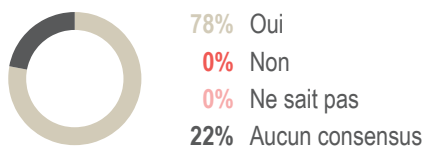
(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Maladie	34%	22%	45%
Cause naturelle	11%	45%	0%
Accident / catastrophe naturelle	11%	0%	25%
Conflit / violences	11%	0%	0%
Manque de nourriture	0%	0%	11%
Autre / ne sait pas	0%	0%	11%
Aucun consensus	33%	33%	33%

Une campagne de vaccination infantile au cours des 12 derniers mois précédant la collecte de données a été rapportée dans 44% des localités évaluées de la sous-préfecture de Djéma.

% de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à des services de santé fonctionnels à moins d'une heure de marche :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



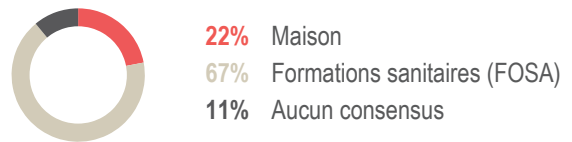
% de localités évaluées en fonction des 3 principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de santé :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Manque de médicaments	56%	0%	23%
Manque de personnel qualifié	11%	22%	0%
Absence d'infrastructures à proximité	11%	11%	11%
Insécurité pour y accéder	0%	0%	22%
Infrastructures détruites par les combats	0%	0%	0%
Autre / ne sait pas	0%	34%	22%
Aucun consensus	22%	33%	22%

% de localités évaluées par rapport au lieu d'accouchement rapporté de la majorité des femmes :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



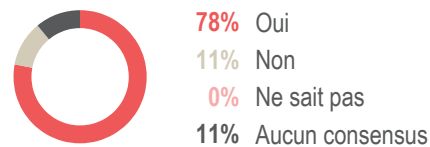
Pour les localités évaluées où il a été rapporté que la majorité des femmes accouchaient à domicile, les raisons principales rapportées étaient le mauvais état des infrastructures ou l'absence de structures fonctionnelles.



NUTRITION

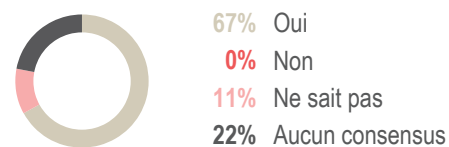
% de localités évaluées où la présence d'au moins un enfant de moins de 5 ans présentant des symptômes de malnutrition a été rapportée¹⁰ :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



% de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à des services de nutrition fonctionnels à moins d'une heure de marche :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



% de localités évaluées en fonction des 3 principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de nutrition :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Manque de médicaments	34%	22%	22%
Absence d'infrastructures à proximité	22%	22%	11%
Manque de personnel qualifié	0%	34%	0%
Insécurité pour y accéder	0%	0%	11%
Infrastructures détruites par les combats	0%	0%	0%
Autre / ne sait pas	22%	0%	22%
Aucun consensus	22%	22%	34%

¹⁰ Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution.



ÉDUCATION

% de localités évaluées par rapport au taux de fréquentation scolaire estimé des élèves :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	Filles			Garçons		
	3-5 ans	6-11 ans	12-17 ans	3-5 ans	6-11 ans	12-17 ans
Aucun élève	11%	0%	0%	11%	0%	0%
Une minorité d'élèves (≤25%)	22%	11%	11%	11%	11%	11%
Moins de la moitié des élèves	34%	33%	22%	22%	22%	0%
Plus de la moitié des élèves	22%	34%	34%	22%	34%	67%
Une large majorité d'élèves (≥75%)	0%	11%	0%	11%	11%	0%
Aucun consensus	11%	11%	33%	23%	22%	22%

% de localités évaluées par rapport à la raison principale de l'accès difficile à une éducation formelle :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Vulnérabilité du ménage	56%	<div style="width: 56%;"></div>
Infrastructures et fonctionnement	11%	<div style="width: 11%;"></div>
Inégalités sociales / éco. / culturelles	11%	<div style="width: 11%;"></div>
Sécuritaire	0%	<div style="width: 0%;"></div>
Aucun consensus	22%	<div style="width: 22%;"></div>

Dans 67% des localités évaluées dans la sous-préfecture de Djéma, il a été rapporté que moins de la moitié des adultes n'avait pas de diplôme de l'éducation secondaire.

À propos de REACH:

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).



REDEVABILITÉ (AAP)

% de localités évaluées où une assistance humanitaire au cours des 12 derniers mois a été rapportée :

(au cours des 12 mois précédant la collecte de données)



11%	Oui
78%	Non
0%	Ne sait pas
11%	Aucun consensus

Pour 100% des localités évaluées où une assistance humanitaire au cours des 12 derniers mois a été rapportée, cette assistance a été rapportée insuffisante en termes de quantité et de qualité.

% de localités évaluées par rapport au premier type d'information souhaité par la majorité de la population :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Informations, notamment sécuritaires, de la zone actuelle	89%
Comment s'enregistrer pour bénéficier de l'aide humanitaire	0%
Comment obtenir de l'aide après avoir subi des violences	0%
Informations, notamment sécuritaires, de la zone d'origine des communautés déplacées	0%
Autre	0%
Aucun consensus	11%

% de localités évaluées par moyens préférés par la majorité de la population pour donner un avis aux fournisseurs sur l'aide humanitaire reçue :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Réunion communautaire	44%	<div style="width: 44%;"></div>
Face à face à domicile	44%	<div style="width: 44%;"></div>
Face à face dans un bureau, ou avec un autre travailleur humanitaire	0%	<div style="width: 0%;"></div>
Courrier	0%	<div style="width: 0%;"></div>
Autre	0%	<div style="width: 0%;"></div>
Aucun consensus	12%	<div style="width: 12%;"></div>